

A Bruxelles, les organisations agricoles du Sud, de l'Est et de l'Union européenne s'engagent en faveur de projets de partenariats régionaux

Le Comité Méditerranéen de la FIPA, le COPA et la COGECA ont débattu à Bruxelles, les 28-29 octobre 2008 des perspectives Euro-Méditerranéennes dans le cadre d'un séminaire de travail. Cet évènement a été l'occasion de renforcer **le dialogue entre les Associations régionales des pays de l'Union du Maghreb, de l'Union Arabe, de l'Est de la Méditerranée et de l'Union Européenne.**

Les représentants professionnels ont confirmé leur volonté de travailler ensemble pour contribuer au développement économique et social des deux rives de la Méditerranée, condition essentielle pour la paix dans la région. Dans ce but, les organisations membres de la FIPA et de plusieurs organisations membres du COPA/COGECA se sont engagées à rechercher et à développer des projets concrets de partenariats pour favoriser **un développement agricole durable**, faire face aux conséquences des changements climatiques, renforcer la recherche et promouvoir des produits de qualité, en s'inscrivant dans les propositions du CIHEAM.

Les organisations parties prenantes dans ce réseau approuvent le Projet d'Union pour la Méditerranée lancé par le Sommet Euro-Méditerranéen du 13 juillet 2008. Elles souhaitent notamment que les prochaines Présidences de l'Union européenne et la Commission approfondissent cette initiative et formulent des propositions concrètes dans le domaine de l'agriculture et du développement rural dans le cadre du Projet d'Union pour la Méditerranée et la nouvelle politique de voisinage. L'agriculture constitue en effet un secteur clé pour le développement économique et social, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme, l'exode rural et l'émigration.

Pour s'engager dans des voies concrètes de partenariat, les responsables agricoles ont examiné **les politiques, les programmes et les instruments financiers actuels de la Politique de Voisinage et de la politique régionale européenne** pour identifier les possibilités de mise en œuvre de projets de développement agricole et rural et pour accéder de manière

directe, avec leurs organisations, à des financements permettant la concrétisation de leurs projets agricoles. Ils ont aussi débattu des adaptations éventuelles de ces politiques aux prochaines grandes échéances.

Les responsables du Sud et de l'Est de la Méditerranée se sont engagés à intervenir auprès de leurs Gouvernements pour que ceux-ci expriment, auprès des Délégations régionales de la Commission européenne, le caractère prioritaire du développement agricole et rural.

*Les organisations agricoles, membres du **Réseau agricole professionnel Euro-Méditerranéen**, poursuivront leurs efforts dans leurs pays respectifs mais aussi auprès de leurs institutions régionales pour contribuer – le plus concrètement possible – au **volet agricole de l'Union pour la Méditerranée**.*